



Bonne rentrée de luttés !

Organisation de Femmes Egalité
Pour l'émancipation et le progrès social

www.femmes-egalite.org femmesegalite@yahoo.com

Nous avons repris le chemin du travail, et les enfants celui de l'école !

L'été a été marqué par la généralisation du « pass sanitaire », les débats et mobilisations qu'il a suscités. Si aujourd'hui la grande majorité de la population a été vaccinée, c'est surtout grâce à l'effort des personnels et bénévoles qui se sont mobilisés pour expliquer, organiser et réaliser la vaccination. Le gouvernement avec sa gestion chaotique de la crise sanitaire n'a fait que créer de la confusion et de la méfiance ; les menaces, les sanctions qu'il a proférées ont provoqué des résistances et un sentiment de révolte contre l'imposition de la vaccination. Nous n'oublions pas le démarrage lent et chaotique de la campagne vaccinale. Le manque de doses, l'acheminement mal organisé, le manque de centres des vaccinations.

Si nous n'avons pas épargné nos efforts pour écouter, expliquer avec des arguments accessibles la nécessité de la vaccination pour se protéger et protéger les autres, nous avons aussi manifesté notre opposition ferme à l'obligation du « pass sanitaire » et au licenciement des personnels non vaccinés.

Non au licenciement des personnels non vaccinés, Non au contrôle des salarié.e.s

Depuis le 30 août, le « pass sanitaire », preuve d'une vaccination « complète », est obligatoire pour beaucoup de salariés en contact avec le public. Dans le secteur de la santé, où les femmes sont très majoritaires, des sanctions sont prévues à l'encontre des personnels non vaccinés. La loi sanitaire a créé un climat de division et de tensions entre les salarié.e.s. La colère monte parmi les hospitaliers, malgré tous leurs efforts, ils ont de moins en moins de lits, leurs conditions de travail continuent à se dégrader et on ose les montrer du doigt en les obligeant à se vacciner. Pourtant on a besoin de toutes et de tous à l'hôpital et dans les EPHAD sans quoi le système de santé et de soins ne tournerait pas !

Pendant tout l'été de nombreuses initiatives unitaires des personnels soignants ont été organisées devant hôpitaux et EPHAD pour attirer l'attention sur le cœur du problème, le manque de moyens humains et matériels de l'hôpital public.

Le nouveau protocole sanitaire qui s'applique en entreprise est flou pour les salarié.e.s en poste et encore plus pour les demandeurs d'emploi. Ce qui prêche à transformer le « pass » en moyen contrôle pouvant aboutir à des licenciements déguisés, notamment de celles et ceux qui ont des contrats précaires.

Avec la fin du télétravail obligatoire dans les entreprises privées, on va retrouver les collègues qui nous ont tant manqué. Cependant le télétravail a été introduit dans le public comme dans le privé et peut être appelé à s'installer ce qui pousse à la vigilance quant aux conditions de travail, temps de travail... N'oublions pas que des milliers des femmes ont vécu surcharge de travail et stress durant cette période.

Coût de la vie à la hausse, les familles des milieux populaires trinquent

Les hausses de prix se succèdent ! Le gaz augmente de 8,7 % au 1er septembre, après avoir déjà connu des hausses de 9,96 % le 1er juillet et de 5,3 % le 1er août. Le prix de l'essence à la pompe a aussi grimpé pendant l'été. Ajoutons à cela, l'augmentation à répétition du prix de l'électricité et celui des produits alimentaires, les prix des loyers qui explosent, la diminution voire la suppression de l'APL pour de nombreuses familles. La pauvreté dans les quartiers populaires est en progression, la précarisation de millions de travailleuses se renforce, elles qui sont omniprésentes parmi les bas salaires.

Pas question de continuer à se serrer la ceinture pour faire face à l'augmentation des prix !

Des expulsions de logement violentes

Rentrée scolaire, chaque enfant a besoin d'un toit sûr et sain, il y a des enfants, surtout migrants, qui sont à la rue, d'autres qui sont dans des hébergements de fortune ou obligés d'aller d'hôtel en hôtel. Des familles populaires sont menacées d'expulsions. 30 000 locataires n'arrivent pas à payer leur loyer. Depuis le 11 juillet, les expulsions locatives sèches, les remises à la rue de sans-abris, ont repris. Le camp des « expulseurs » (bailleur, huissier, police, préfet) a accéléré la cadence des expulsions forcées pour rattraper le retard issu de la prolongation au 10 juillet de la trêve hivernale et finir ainsi le sale boulot avant le 31 octobre.

Augmentation des salaires pour tous, à commencer par les premières de corvée !

Les salaires stagnent, on n'arrive plus à vivre de son travail !

Tout a été fait pour que les employeurs n'augmentent pas les bas salaires. B. Le Maire et E. Macron ont été à la pointe de cette politique qui vient de loin mais qui a été largement amplifiée. Les ordonnances Macron de l'automne 2017 avec les « accords de compétitivité » ont permis le chantage à l'emploi : au nom de la sauvegarde de l'emploi, les salariés ont dû accepter des baisses de rémunération horaire. Ces accords facilitaient également les licenciements collectifs, faisant pression sur les revendications salariales.

Qui s'est opposé à l'augmentation significative du Smic si ce n'est B. Le Maire ?

Qui a fait de la « *modération salariale* » le cœur de sa politique économique, si ce n'est E. Macron ?

Si les salaires stagnent les marges des entreprises bondissent. Alors que le revenu net par ménage a reculé de 0,6 % au premier trimestre 2021 selon l'Insee, le taux de marge des entreprises a enregistré une hausse record de 36,1 %. En France, la crise du Covid a vu augmenter les dividendes versés aux actionnaires de 42%, et la fortune des milliardaires a augmenté de 170 milliards d'euros, soit une hausse moyenne de 40% (Oxfam). Cet indécent enrichissement confirme que la politique de soutien massif du gouvernement aux entreprises pendant la crise sanitaire a permis de préserver avant tout les profits.

Les déclarations hypocrites de B. Le Maire demandant aux entreprises « Une meilleure *rémunération pour ceux qui ont les revenus les plus faibles* » ne nous trompent pas ; elles ne nous enferment pas dans l'attentisme.

Ce sont nos luttes et les solidarités qui imposeront aux patrons et à l'Etat l'augmentation des salaires. Pour les femmes des métiers féminisés, plus question de continuer à accepter d'être sous payées, de continuer dans le manque de reconnaissance de nos métiers, des mobilisations sont prévues !

Soutien total aux aides à domicile en colère !

Les oubliées du Ségur de la Santé (qui n'ont pas bénéficié de la prime de 183€ mensuelle, que le personnel soignant a arraché), celles qui ont été en première ligne pendant la pandémie, qui ont des conditions de travail difficiles, des bas salaires et des contrats précaires ont décidé d'une journée de grève le 23 septembre 2021, **les « 24 heures sans aide à domicile »**. Elles exigent l'augmentations des salaires, des améliorations des conditions de travail, des embauches massives et des formations qualifiantes, la reconnaissance de leurs métiers et de leur rôle indispensable pour la société.

Soyons très nombreuses et nombreux à les soutenir.

Rentrée scolaire, rentrée colère !

Une nouvelle rentrée scolaire éprouvante pour les enseignant.e.s, les élèves et leurs parents.

La vaccination des collégiens et lycéens, le port du masque obligatoire en classe... autant de questions qui travaillent les parents.

Parallèlement ce sont des millions d'enseignant.e.s et de personnels de l'éducation nationale, encore un secteur très féminisé, qui reprennent le chemin du travail pour accueillir jeunes et enfants, une des activités essentielles de la société. Classes surchargées, manque de moyens humains et matériels, un protocole sanitaire arrivé tardivement, une démultiplication des emplois précaires, des milliers d'enseignants contractuels sans affectation ou non renouvelés alors que les enseignants manquent, caractérisent la reprise de l'école.

La revalorisation des salaires est une revendication forte des travailleuses et travailleurs de l'éducation depuis plusieurs années, elles et ils souffrent du gel du point d'indice depuis 10 ans. La revalorisation des AED et AESH, qui luttent contre les conditions précaires de leur emploi, est une autre exigence qui persiste.

A quelques jours de la rentrée, Blanquer avec le mépris de classe qui le caractérise, a tenté de stigmatiser les familles des milieux populaires en les accusant d'employer l'argent de « l'allocation de rentrée scolaire » pour acheter des « écrans plats ». Allocation versée à près de trois millions de familles modestes qui permet de faire face à la longue liste de dépenses : fournitures scolaires, vêtements, cantine, assurances, affaires de sport, activités extra-scolaires... tout ceci qui représente un coût supplémentaire pour les portemonnaies.

La nouvelle sortie nauséabonde de Blanquer est destinée à diviser et sans doute à détourner l'attention de la nouvelle cacophonie de cette rentrée... Mais parents et enseignants savent que c'est ensemble qu'ils vont lutter pour exiger des moyens pour l'éducation des enfants.

Pendant l'été la liste des féminicides n'a cessé de s'allonger

Nous avons assisté encore à l'assassinat de plusieurs femmes, tuées sous les coups de leur conjoint ou ex., mettant en évidence que les violences conjugales ne cessent de se multiplier alors que Macron avait fait la promesse de faire de la cause des femmes un enjeu central de sa politique. Les institutions d'Etat : justice et police sont souvent mises en cause, les moyens pour l'hébergement des femmes victimes de violences manquent terriblement, les moyens pour les associations qui agissent, avec un grand dévouement, sur cette question sont très insuffisants, seules des mesures de vitrine sont mises en place : numéro d'écoute national 3919 pour les femmes victimes de violences ouvertes maintenant 7 jours sur 7 de 9H sur 17H.

De multiples colères sont au rendez-vous pour cette rentrée, nous sommes très nombreuses à avoir appris à déjouer les tentatives de manipulation et division d'E. Macron et son gouvernement, notre capacité de résistance et de combat contre les injustices, les inégalités et l'exploitation qui s'amplifient, est renforcée et plusieurs dates de mobilisation et d'action sont déjà annoncées.

Soyons très nombreuses aux rendez-vous pour cette rentrée de luttes

02 septembre 2021